

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
TECH 25-005

A P P E L D ' O F F R E S O U V E R T
Organisé en application du Code de la Commande Publique

ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE
SANS MINIMUM ET AVEC MAXIMUM

Maintenance
des portes automatiques, portails
et barrières

SOMMAIRE

PAGES

I - OBJET DU MARCHE	3
II - INSTALLATIONS CONCERNEES	3
III - VISITE ET PRISE DE CONTACT	3
LOT 1 : PORTES AUTOMATIQUES ET PORTAILS	5
I - OBJET	5
II - NATURE DES PRESTATIONS	5
A) Maintenance des portes et portails	6
B) Documents à fournir et à transmettre	8
III - MODALITES D'EXECUTION	9
A) Horaires.....	9
B) Délais d'intervention et de remise en service.....	10
C) Tableau de synthèse.....	11
IV - SECURITE.....	11
V - DUREE DES INTERVENTIONS	12
VI - PERSONNEL D'INTERVENTION DU TITULAIRE	12
VII - RAPPORT ANNUEL D'EXPLOITATION	12
VIII - ETAT DES INSTALLATIONS AU DEBUT ET A LA FIN DU MARCHE	13
IX - CONTROLES PERIODIQUES	13
LOT 2 : BARRIERES.....	15
I - OBJET DU MARCHE	15
II - NATURE DES PRESTATIONS	15
A) Maintenance des barrières	15
B) Documents à fournir et à transmettre	17
III - MODALITES D'EXECUTION	17
A) Horaires.....	17
B) Délais d'intervention et de remise en service.....	18
IV - SECURITE.....	18
V - DUREE DES INTERVENTIONS	19
VI - PERSONNEL D'INTERVENTION DU TITULAIRE	19
VII - RAPPORT ANNUEL D'EXPLOITATION	19
VIII - ETAT DES INSTALLATIONS AU DEBUT ET A LA FIN DU MARCHE	20
IX - CONTROLES PERIODIQUES	20

I - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet **l'entretien, le maintien et la remise en état de fonctionnement des portes, des portails et des barrières automatiques et/ou motorisés** installés dans les différents établissements du Groupement Hospitalier de Territoire de la Sarthe (GHT 72) et du Centre de Cancérologie de la Sarthe (CCS).

La liste des établissements du GHT 72 figure en **annexe A** du Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.). La fonction achat du GHT 72 est dévolue à l'établissement support du GHT 72 : le Centre Hospitalier du Mans.

Afin de répondre à l'ensemble des besoins de chaque établissement du GHT 72 et de CCS, la maintenance des portes, portails et barrières est décomposée en 2 lots. Chaque lot comprend la maintenance préventive et la maintenance corrective, comme indiqué ci-dessous.

Chaque candidat doit remettre dans son offre un justificatif de sa qualification pour ce type de matériel et ses références dans le milieu hospitalier.

II - INSTALLATIONS CONCERNEES

Les installations à maintenir et les opérations à réaliser sont détaillées dans les **2 lots** suivants :

LOT 1 – MAINTENANCE DES PORTES AUTOMATIQUES ET PORTAILS

LOT 2 – MAINTENANCE DES BARRIERES

La **liste des équipements** par établissement et par lot est indiquée dans les **annexes financières** du marché.

III - VISITE ET PRISE DE CONTACT

Pour le lot 1, les visites sont obligatoires afin d'apprécier les difficultés et les contraintes, selon les modalités indiquées au Règlement de Consultation.

Pour le lot 2, les visites sont facultatives mais fortement conseillées.

PORTES AUTOMATIQUES ET PORTAILS

Lot n°1

~ ~ ~ ~

CONTRAT DE MAINTENANCE
C. C. T. P.



LOT 1 : PORTES AUTOMATIQUES ET PORTAILS

I - OBJET

Le descriptif suivant a pour objet de définir les modalités du contrat de maintenance des portes et portails selon deux modalités :

- une maintenance globale forfaitaire annuelle
- une maintenance préventive forfaitaire et corrective sur bon de commande

La liste des équipements est indiquée par établissement à l'[annexe financière du lot n° 1](#), avec le choix de la modalité de maintenance par équipement.

Les établissements du GHT 72 concernés par ce lot sont les suivants :

- Centre Hospitalier du Mans
- Etablissement Public de Santé Mentale de la Sarthe
- Centre Hospitalier de La Ferté Bernard
- Centre Hospitalier Montval-sur-Loir (ex Château du Loir)
- Pôle Santé Sarthe et Loir : PSSSL.
- Centre Hospitalier de Saint Calais
- EHPAD de Bessé sur Braye
- Centre Hospitalier du Lude
- Pôle Hospitalier et Gériatrique Nord Sarthe : **PHGNS** (composé des Centres Hospitaliers de Beaumont sur Sarthe, Bonnétable et Sillé le Guillaume),
- Centre de Cancérologie de la Sarthe

II - NATURE DES PRESTATIONS

Le titulaire du marché s'engage à assurer l'entretien complet de tous les appareils dont la maintenance lui sera confiée et à respecter les délais de remise en service indiqués au [chapitre III B](#) ci-dessous.

Cet entretien devra comprendre l'ensemble des maintenances, comme détaillées ci-après, et l'ensemble des pièces de rechange, quelle que soit l'année de mise en service et de fabrication du matériel.

A date anniversaire, le titulaire devra fournir à chaque établissement un rapport d'activité annuel.

Le titulaire devra dans la semaine après le démarrage du présent marché, apposer sur les équipements de chaque établissement le numéro de l'équipement et le n° de dépannage de la société.

Pour le CENTRE HOSPITALIER DU MANS, le titulaire conservera sur l'ensemble des équipements la **nouvelle numérotation** des équipements telle qu'indiquée sur la liste des équipements de l'[annexe financière du lot n°1](#).

A) Maintenance des portes et portails

La maintenance des portes et portails devra être réalisée conformément à la réglementation en vigueur applicable aux établissements de santé et Etablissements Recevant du Public (ERP) du premier groupe ainsi qu'à l'article R 232-1-2 du code du travail et à l'arrêté du 21 décembre 1993, relatif aux portes et portails automatiques et semi-automatiques sur les lieux de travail.

Cette maintenance se décomposera comme suit :

1 - Maintenance préventive

Le titulaire s'engage à assurer chaque année, pendant la durée du présent marché, **deux** visites périodiques d'entretien par des techniciens qualifiés, afin de s'assurer du bon état de conservation et du bon fonctionnement des équipements du marché.

Ces visites seront à répartir sur l'année et **la période entre 2 visites devra être au moins égale à 5 mois.**

a) ELEMENTS CONCERNES :

La maintenance portera sur l'ensemble des éléments constituant les portes ou portails, dont notamment les éléments suivants (liste non exhaustive), et l'environnement direct des portes et portails (fixation au bâti et huisserie de portes pour les opérateurs notamment):

- le tablier,
- les éléments de guidage (rails, galets...),
- les articulations (charnières, pivots...),
- les fixations de la structure au bâti et/ou les fixations des éléments entre eux,
- les éléments de transmission de mouvement,
- les moto-réducteurs, pompes ou compresseurs,
- les chaînes, câbles, courroies, bras articulés,
- les fins de courses,
- les organes de commande (boutons, interrupteurs, radars, etc...)
- les organes de sécurité (barres palpeuses, cellules photo-électriques, ...),
- les organes de compensation,
- le limiteur d'effort,
- les systèmes anti-chute de tablier,
- l'armoire de commande,
- l'équilibrage (contrepoids, ressorts),
- le débrayage manuel,
- les systèmes de verrouillage (ventouses électromagnétiques, etc...)
- la boucle électromagnétique,
- la signalisation (éclairage et marquage au sol),

b) CONTENU :

Lors des visites préventives, le titulaire devra procéder aux vérifications suivantes (liste non exhaustive) :

- Nettoyage, graissage, et réglages de l'ensemble des organes mécaniques, électriques, électroniques, nécessaires au bon fonctionnement dans des conditions normales de sécurité (réglages des fins de course d'ouverture notamment).
- Vérification du bon état et fonctionnement des dispositifs de sécurité des personnes (barres palpeuses, cellules photo-électriques, limiteurs de couple mécaniques ou électromécaniques, etc...)
- Vérification du bon état et fixation des articulations (charnières, pivots, paumelles, etc...)
- Vérification du bon état et bon fonctionnement des signalisations (feux orange clignotants, éclairage de la zone dangereuse).
- Vérification du bon état de la matérialisation au sol de l'aire de débattement (peinture, bandes adhésives, etc...).
- Vérification du bon état et bon fonctionnement des éléments de transmission du mouvement (bras articulés, câbles, chaînes, courroies, sangles, ...)
- Vérification du bon état et bon fonctionnement des opérateurs (moto réducteur électrique, opérateur électrohydraulique, ...)
- Vérification du bon état et bon fonctionnement du verrouillage de la porte.
- Vérification du fonctionnement de la commande d'ouverture d'urgence (dégagement des Unités de Passage).
- Vérification du bon état des éléments de guidage (rails, galets...)
- Vérification du bon état et bon fonctionnement des organes de commande et télécommande.
- Vérification du bon état des systèmes d'équilibrage (contrepoids, ressorts, ...).
- Vérification du bon état de l'armoire de commande et de ses composants.
- Vérification du bon état des éléments de fixation des éléments constituant les portes (état des huisseries notamment).
- Vérification du bon fonctionnement du système empêchant la chute du tablier.
- Vérification du bon fonctionnement du système d'ouverture de la porte en cas de défaillance électrique.
- Vérification du bon état des équipements (peintures, corrosion, etc.).

2 - Maintenance corrective full service

La maintenance corrective portera sur l'ensemble des éléments indiqués au paragraphe maintenance préventive ci-dessus, et consistera à effectuer les réparations et remplacements de pièces de rechange en cas de mauvais état et/ou fonctionnement défectueux des portes et portails.

Sont exclus du forfait :

A. L'entretien des installations de bâtiment en général, comme notamment :

- Branchements de force, de lumière et de mise à la terre ;
- Compteur ;
- Combinés ou disjoncteurs ;
- Eclairage des abords ;

- Dispositifs antiparasites ;
- Entourages et protections ;
- Maçonnerie
- Peinture, même consécutive à des travaux de réparation.
- Vitrages

B. Les dégradations liées au vandalisme qui seront caractérisées dès lors que l'établissement réalisera une déclaration auprès de son assureur ou une fiche d'événement indésirable dans l'éventualité d'un dommage causé par un patient.

C. Les travaux de modernisation ou de mise en conformité des appareils.

D. Toute modification, montage, démontage ou réparation des appareils et, plus généralement, toute intervention effectuée par l'établissement ou un tiers autre que le titulaire sur le(s) matériel(s) et non prévue aux spécifications techniques.

Les visites de maintenances correctives ne pourront tenir lieu de maintenances préventives.

3 - Maintenance corrective sur bon de commande

Cette maintenance pour ce lot est exclue du prix forfaitaire et sera uniquement réalisée sur bon de commande, selon le bordereau de prix de [l'annexe financière du lot n° 1](#) (à l'acte d'engagement), et le choix de l'établissement concernant le délai d'intervention (priorité P1, P2).

Ce bordereau indiquera, notamment le coût de déplacements et main d'œuvre du titulaire y compris le prix des pièces usuelles et remise catalogue.

Les interventions correctives seront à réaliser suite à une demande de l'établissement. **La demande pourra être verbale ou écrite (= déclenchement du délai d'intervention).**

Les prestations conséquentes (pièces coûteuses, et/ou nombre d'heures important) notamment suite à une intervention corrective, **devront faire l'objet d'un devis du prestataire sur la base de [l'annexe financière du lot 1](#). Le devis sera adressé pour approbation au référent de l'établissement concerné dans un délai de 48 heures maximum.**

A validation du devis, un bon de commande signé de l'établissement concerné sera transmis au titulaire.

B) Documents à fournir et à transmettre

L'entreprise devra fournir au démarrage du marché **pour chaque appareil un livret d'entretien.**

Celui-ci sera à mettre en place dans chaque équipement et sera à remplir à chaque visite de maintenance (préventive et corrective) par le titulaire. Il devra être indiqué sur ce carnet le nom du technicien, l'heure d'arrivée et de départ et le détail des interventions.

De plus, le PRESTATAIRE :

- devra pour chaque intervention de dépannage remettre un **document attestant de son passage et des opérations réalisées**, et la cause en cas de la mise à l'arrêt de l'équipement. Ce document pourra être :
 - au format papier, et dans ce cas sera à remettre les jours ouvrés au référent technique de l'établissement concerné et hors heures ouvrables au poste de sécurité ou à défaut au personnel présent.
 - au format informatique, et sera alors transmis par messagerie au référent technique de l'établissement concerné et/ou de l'atelier technique correspondant.
- devra **indiquer** au référent technique de l'établissement concerné **par messagerie, lors d'une mise à l'arrêt d'un équipement**, la **cause** de la mise à l'arrêt et le **délai de remise en service** du matériel.

L'absence de remise de ces documents ou de messages (pour le cas de mise à l'arrêt) **pourra être sanctionnée par une pénalité dont le montant est fixé à l'article Pénalités du CCAP.**

Pour les points cités ci-dessus, le titulaire du marché a l'obligation d'informer le référent technique de l'établissement concerné des défaillances ou insuffisances constatées et, le cas échéant, d'attirer son attention sur les risques encourus.

III - MODALITES D'EXECUTION

A) Horaires

1 - Visites de maintenance préventive

L'entretien sera à effectuer pendant les jours et heures ouvrés du titulaire, **sauf contraintes liées aux fonctionnements des services.**

Le titulaire intégrera à son offre, ces opérations de maintenance en horaires décalés.

Pour les équipements concernés, l'information figure sur la liste des équipements figurant en **annexe financière du lot n°1.**

Les dates des visites seront proposées par le titulaire à l'année au démarrage du marché et à chaque date anniversaire. **Celles-ci seront à réaliser uniquement après accord du référent technique de l'établissement concerné.**

Si l'une des deux parties souhaite déplacer la date de la visite, elle en informe l'autre, au moins huit (8) jours avant la date prévue.

La durée de la visite sera indiquée par le titulaire au moment de la prise de rendez-vous.

Rappel : Les visites de maintenances correctives ne pourront tenir lieu de maintenances préventives.

2 - Interventions de maintenance corrective

Les interventions de dépannage sur l'ensemble des portes et portails, seront à réaliser selon les délais d'interventions imposées ci-après :

- Priorité P1 : Interventions 7j/7 – 24h/24 (y compris les jours fériés)
- Priorité P2 : Interventions 5j/7 – aux heures ouvrées 8h/18h

Les choix du degré de priorité (P1 ou P2) par équipement seront indiqués par chaque établissement à la notification du marché.

Les prestations suite à interventions programmées (remplacement de pièces en commande par exemple) pourront être exécutées pendant les jours et heures ouvrés du titulaire, sauf contraintes liées aux fonctionnements des services.

Le titulaire intégrera à son offre, ces opérations de maintenance en horaires décalés.
Pour les équipements concernés, l'information figure sur la liste des équipements

B) Délais d'intervention et de remise en service

Le titulaire devra disposer d'un service de réception des demandes d'intervention disponible 24h/24 et 7J/7. Les appels pour demande d'intervention ne pourront en aucun cas être reçus sur un répondeur.

Le titulaire devra prendre en compte pour ses interventions et le traitement des appels le numéro interne des équipements, attribué par les établissements du GHT 72 et du CCS et indiqué dans l'annexe financière du lot n°1.

En cas de panne d'un appareil ou de mauvais fonctionnement affectant ou non la sécurité, le titulaire du marché doit intervenir sous 2 heures, après la réception de l'appel venant du référent de l'établissement concerné ou ses représentants des Services Techniques ou du service Maintenance/Sécurité incendie.

Au cas où les caractéristiques de la panne ou du dysfonctionnement feraient obstacle à une remise en service immédiate, le titulaire mettra l'appareil en sécurité et apposera une affiche sur l'appareil. Cette affiche est destinée à informer les utilisateurs, de la panne et du délai prévisionnel de remise en service de l'appareil. Le référent de l'établissement devra également être informé par écrit.

L'entreprise devra, pour garantir les délais de remise en service des appareils concernés par le lot, constituer un stock de pièces détachées.

Ce stock sera à entreposer dans les locaux de l'entreprise ou, le cas échéant, dans les locaux mis à la disposition par l'établissement concerné. La liste des équipements stockés doit pouvoir être fournie sur simple demande.

Les délais de remise en service des appareils, après réception de l'appel, devront être inférieurs à :

- **8 heures** pour les opérations sans remplacement de pièces détachées
- **2 jours** ouvrés pour le remplacement de pièces (hors cartes électroniques, motorisation et vitres)
- **5 jours** ouvrés pour le remplacement de cartes, motorisation et vitres.

En cas de carence du titulaire pour répondre dans les délais prévus et/ou pour remettre en service l'installation, l'établissement concerné se réserve le droit de prendre toutes les dispositions nécessaires et de faire assurer par une entreprise de son choix la mise en marche de l'appareil, aux frais du titulaire défaillant. Les pénalités prévues à l'article Pénalités du CCAP seront également applicables.

C) Tableau de synthèse

	Portes et portails - maintenance complète	
	Priorité P1	Priorité P 2
Intervention	7j/7- 24h/24	5j/7- 8h/18h
Délai d'intervention	2h	2h
Délai maximum de remise en service	5 jours	5 jours

IV - SECURITE

Le titulaire du marché doit enseigner au personnel placé sous son autorité les diverses consignes de sécurité générales et particulières des établissements du GHT 72, et du CCS contrôler régulièrement, qu'elles sont parfaitement connues des intéressés.

Les zones d'interventions maintenance travaux ou chantiers devront être systématiquement balisées à tous les niveaux.

Le personnel du titulaire du marché doit être muni obligatoirement d'une carte professionnelle de son entreprise.

Le titulaire doit informer sans retard les représentants de chaque établissement concerné du GHT 72 et du CCS de toute anomalie importante susceptible d'entraîner des détériorations des installations ou de mettre en cause la sécurité.

D'une manière générale l'entreprise devra respecter les exigences du code du travail.

Plan de prévention

Préalablement à toute intervention du titulaire, il sera procédé avec le représentant qualifié de chaque établissement du GHT 72 et du CCS à une analyse des risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, les installations et matériels. Si ces risques existent, le plan de prévention, définissant les mesures qui doivent être prises par chaque entreprise en vue de les prévenir, sera arrêté d'un commun accord.

Le plan de prévention sera établi par écrit si le nombre total d'heures de travail prévisible est au moins égal à 400 heures sur une période égale au plus à 12 mois ou si les travaux à réaliser sont au nombre des travaux dangereux.

V - DUREE DES INTERVENTIONS

La durée des interventions prévues aux articles précédents doit être aussi réduite que possible, afin de ne pas provoquer de gênes dans le fonctionnement des services des établissements du GHT 72 et du CCS.

VI - PERSONNEL D'INTERVENTION DU TITULAIRE

Les personnes désignées par le titulaire sont seules autorisées pour la maintenance des équipements objet du marché.

Le personnel du titulaire du marché devra être muni obligatoirement d'une carte professionnelle de son entreprise.

Si les interventions sont réalisées par une équipe, le responsable est nommément désigné par le titulaire. Il est l'interlocuteur habituel du représentant de chaque établissement du GHT 72 et du CCS.

Le personnel du titulaire doit à tout moment respecter les règles intérieures de chaque établissement du GHT 72, en particulier la discrétion et la discipline à l'égard des personnels hospitaliers et des usagers. Il maintient en état de propreté les locaux dans lesquels il est amené à intervenir.

Aucune sous-traitance partielle du contrat d'entretien n'est admise sans l'accord préalable du Centre Hospitalier du Mans en tant qu'établissement support du GHT 72 et du CCS.

En cas d'accord de ce dernier, la responsabilité du titulaire reste entière pour les prestations sous-traitées.

VII - RAPPORT ANNUEL D'EXPLOITATION

Le titulaire devra remettre à chaque référent technique des établissements du GHT 72 et du CCS, un mois maximum après chaque date anniversaire, un rapport annuel d'exploitation. Ce document de synthèse devra indiquer par appareil :

- le numéro interne au Centre Hospitalier de l'appareil
- un bilan de son état,
- la fréquence des interventions,
- la liste des pièces changées,
- les anomalies constatées et les travaux effectués,
- la date et l'heure d'appel du Centre Hospitalier et le nom et le service du demandeur
- les heures de début d'intervention et de remise en service
- les noms des techniciens qui sont intervenus
- une proposition de solutions techniques destinées à préserver ou améliorer le fonctionnement

Ce rapport ne saurait se substituer au carnet d'entretien de l'appareil, qui doit être mis à jour lors de chaque visite et de chaque intervention de dépannage.

L'absence de remise de ce rapport annuel d'exploitation, un mois après chaque date anniversaire du marché, pourra être sanctionnée par une pénalité dont le montant est fixé à [l'article Pénalités du CCAP](#).

VIII - ETAT DES INSTALLATIONS AU DEBUT ET A LA FIN DU MARCHE

Un état des lieux contradictoire des installations devra être réalisé au début et à la fin du marché dans chaque établissement du GHT 72 et du CCS, et ce au plus tard sous 1 mois, en présence des titulaires du marché (ancien et nouveau).

Le titulaire sortant s'engage à réaliser la remise en état du matériel, suite aux états des lieux, sur les installations concernées par le présent marché.

En cas d'inexécution, de négligence, de carence, ou de mauvaise exécution de ces travaux indiqués dans l'état des lieux, les établissements du GHT 72 et le CCS se réservent le droit de les faire réaliser aux frais de l'entreprise sortante, par une entreprise de leur choix.

A la fin du marché, le titulaire s'engage à laisser les installations en parfait état de propreté, de fonctionnement et de sécurité.

IX - CONTROLES PERIODIQUES

Dans le cadre de l'arrêté du 21 décembre 1993, les portes et portails automatiques ou semi-automatiques, peuvent être vérifiés par un organisme de contrôle agréé à la demande de chaque établissement du GHT 72 ou du CCS.

Le titulaire intégrera dans son offre forfaitaire pour les portes en full services, l'accompagnement du vérificateur technique, sur le matériel concerné.

Pour les portes dont le correctif s'exécute sur bon de commande, cet accompagnement sera chiffré sur la base des coûts horaire indiqués au BPU.

Les observations indiquées dans le rapport du bureau de contrôle seront transmises au titulaire par les services techniques de chaque établissement du GHT 72 et le CCS. Celui-ci aura à sa charge la prise en compte des observations, liées à la maintenance des équipements et dues au titre du présent contrat forfaitaire, sous **3 mois maximum**.

Le titulaire indiquera par l'envoi d'un courrier (ou courriel) de confirmation au référent technique de l'établissement concerné, la prise en compte des observations.

L'absence de remise de ce document dans les délais indiqués, pourra être sanctionnée par une pénalité dont le montant est fixé à [l'article Pénalités du CCAP](#).

BARRIERES

Lot n°2

~ ~ ~ ~

CONTRAT DE MAINTENANCE
C. C. T. P.



LOT 2 : BARRIERES

I - OBJET DU MARCHE

Le descriptif suivant a pour objet de définir les modalités du contrat de maintenance des barrières relatif à une **maintenance forfaitaire préventive annuelle** et une **maintenance corrective sur bon de commande**.

La liste des équipements est indiquée par établissement à [l'annexe financière du lot n° 2](#).

Les établissements du GHT 72 concernés par ce lot sont les suivants :

- Centre Hospitalier du Mans
- Centre Hospitalier de la Ferté Bernard
- Etablissement Public de Santé Mentale de la Sarthe
- Centre Hospitalier du Lude
- Centre de Cancérologie de la Sarthe

II - NATURE DES PRESTATIONS

La maintenance des barrières sera réalisée dans le cadre d'une maintenance préventive forfaitaire.

Le forfait comprendra uniquement les prestations comme détaillées ci-après.

La maintenance corrective sera réalisée sur bon de commande selon le bordereau de prix ([annexe financière du lot n° 2](#)).

A) Maintenance des barrières

La maintenance des barrières devra être réalisée conformément aux prescriptions techniques du fabricant et de la réglementation applicable à ce type de matériel.

Cet entretien comprend :

1 - Maintenance préventive

Le titulaire s'engage à assurer chaque année, pendant la durée du présent marché, **une** visite périodique d'entretien par des techniciens qualifiés, afin de maintenir en état de fonctionnement les équipements des établissements du GHT 72 et du CCS.

a) ELEMENTS CONCERNES :

La maintenance portera sur l'ensemble des éléments constituant la barrière, dont notamment les éléments suivants (liste non exhaustive) :

- le fût,
- les lisses et leur protection mousse,
- les articulations (charnières, pivots...),
- les fixations de la structure et des éléments entre eux,
- les éléments de transmission de mouvement,
- les moto-réducteurs,

- les fins de courses,
- les organes de commande (boutons, interrupteurs, etc...)
- les organes de sécurité (boucles ...),
- l'armoire de commande,
- l'équilibrage (ressorts),
- le débrayage manuel,

b) CONTENU :

Lors des visites préventives, le titulaire devra procéder aux vérifications suivantes (liste non exhaustive), afin de s'assurer du parfait état de fonctionnement des appareils :

- Nettoyage, graissage, réglages des organes mécaniques, électriques, électroniques, nécessaires au bon fonctionnement dans des conditions normales de sécurité.
- Vérification du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité des personnes (boucles magnétiques, etc...)
- Vérification de l'état des pièces d'entraînements
- Vérification de l'opérateur (moto réducteur électrique)
- Vérification des organes de commande et télécommande.
- Vérification des systèmes d'équilibrage (ressorts, ...).
- Vérification de l'état des composants électriques et électroniques
- Vérification des serrages des points de fixation (des fûts des barrières au sol, lisses
- Vérification du fonctionnement du système d'ouverture des barrières en cas de défaillance électrique.
- Vérification de l'état des équipements (peintures, corrosion, etc.).
- Remplacement des petites pièces hors d'usage ou usées par le fonctionnement normal (galets, axes, goupilles, protection mousse, etc.)

2 - Maintenance corrective

Cette maintenance portera sur l'ensemble des éléments indiqués au paragraphe « maintenance préventive » ci-dessus, et consistera à effectuer les réparations et remplacement de pièces de rechange en cas de mauvais état et/ou fonctionnement défectueux des barrières.

Cette maintenance pour les barrières est exclue du prix forfaitaire et sera uniquement réalisée sur bon de commande, selon le bordereau de prix de [l'annexe financière du lot 2](#) (à l'acte d'engagement).

Ce bordereau indiquera, notamment le coût de déplacements et main d'œuvre du titulaire y compris le prix des pièces usuelles.

Les interventions correctives seront à réaliser suite à une demande de l'établissement. **La demande pourra être verbale ou écrite (= déclenchement du délai d'intervention).**

Les prestations conséquentes (pièces coûteuses, et/ou nombre d'heures important **devront faire l'objet d'un devis du prestataire sur la base de l'annexe financière du lot 2. Le devis sera adressé pour approbation au référent de l'établissement concerné dans un délai de 48 heures maximum.**

A validation du devis, un bon de commande signé de l'établissement concerné sera transmis au titulaire.

B) Documents à fournir et à transmettre

L'entreprise devra fournir au démarrage du marché **pour chaque appareil un livret d'entretien.**

Celui-ci sera à mettre en place dans chaque équipement et sera à remplir à chaque visite de maintenance (préventive et corrective) par le titulaire. Il devra être indiqué sur ce carnet le nom du technicien, l'heure d'arrivée et de départ et le détail des interventions.

De plus, le PRESTATAIRE :

- devra pour chaque intervention de dépannage remettre un **document attestant de son passage et des opérations réalisées**, et la cause en cas de la mise à l'arrêt de l'équipement. Ce document pourra être :
 - au format papier, et dans ce cas sera à remettre les jours ouvrés au référent technique de l'établissement et hors heures ouvrables au poste de sécurité ou à défaut au personnel présent.
 - au format informatique, et sera alors transmis à la messagerie du référent technique de l'établissement concerné et de l'atelier technique correspondant.
- devra **indiquer** au référent technique de l'établissement concerné **par messagerie, lors d'une mise à l'arrêt d'un équipement**, la **cause** de la mise à l'arrêt et le **délai de remise en service** du matériel.

L'absence de remise de ces documents ou de messages (pour le cas de mise à l'arrêt), **pourra être sanctionnée par une pénalité dont le montant est fixé à l'article Pénalités du CCAP.**

III - MODALITES D'EXECUTION

A) Horaires

1 - Visites de maintenance préventive

L'entretien sera à effectuer pendant les jours et heures ouvrés du titulaire.

Les dates des visites seront proposées par le titulaire à l'année au démarrage du marché et à chaque date anniversaire. **Celles-ci seront à réaliser uniquement après accord du référent technique de l'établissement concerné.**

Si l'une des deux parties souhaite déplacer la date de la visite, elle en informe l'autre, au moins huit (8) jours avant la date prévue.

La durée de la visite sera indiquée par le titulaire au moment de la prise de rendez-vous.

Les visites de maintenances correctives ne pourront tenir lieu de maintenances préventives.

2 - Interventions de maintenance corrective

Les interventions de dépannage sur l'ensemble des barrières, seront à réaliser pendant les **jours et heures ouvrés** du titulaire.

B) Délais d'intervention et de remise en service

En cas de panne d'un appareil ou de mauvais fonctionnement affectant ou non la sécurité, le titulaire du marché doit intervenir **dans un délai de 4 heures maximum après la réception de l'appel** venant uniquement du référent de l'établissement concerné ou son représentant des Services Techniques ou du service Maintenance/Sécurité incendie.

Le titulaire devra prendre en compte pour ses interventions et le traitement des appels le **numéro interne** des équipements, attribué par les différents établissements du GHT 72.

Les délais de remise en service des appareils, après la réception du bon de commande ou de l'appel en cas d'urgence, et le cas échéant la validation du devis, devront être inférieurs à :

- **8 heures** pour les opérations sans remplacement de pièces détachées
- **2 jours** ouvrés pour le remplacement de pièces (hors cartes électroniques, motorisation)
- **5 jours** ouvrés pour le remplacement de cartes électroniques et motorisation.

En cas de carence du titulaire pour répondre dans les délais prévus et/ou pour remettre en service l'installation, l'établissement concerné se réserve le droit de prendre toutes les dispositions nécessaires et de faire assurer par une entreprise de son choix la mise en marche de l'appareil, aux frais du titulaire défaillant. Les pénalités prévues à l'article Pénalités du CCAP seront également applicables.

IV - SECURITE

Le titulaire du marché doit enseigner au personnel placé sous son autorité les diverses consignes de sécurité générales et particulières des établissements du GHT 72 et du CCS, et contrôler régulièrement, qu'elles sont parfaitement connues des intéressés.

Les zones d'interventions maintenance travaux ou chantiers devront être systématiquement balisées à tous les niveaux

Le personnel du titulaire du marché doit être muni obligatoirement d'une carte d'identité de son entreprise.

Le titulaire doit informer sans retard les représentants de chaque établissement concerné du GHT 72 et du CCS de toute anomalie importante susceptible d'entraîner des détériorations des installations ou de mettre en cause la sécurité.

D'une manière générale l'entreprise devra respecter les exigences du code du travail.

Plan de prévention

Préalablement à toute intervention du titulaire, il sera procédé avec le représentant qualifié de chaque établissement du GHT 72 et du CCS, à une analyse des risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, les installations et matériels. Si ces risques existent, le plan de prévention, définissant les mesures qui doivent être prises par chaque entreprise en vue de les prévenir, sera arrêté d'un commun accord.

Le plan de prévention sera établi par écrit si le nombre total d'heures de travail prévisible est au moins égal à 400 heures sur une période égale au plus à 12 mois ou si les travaux à réaliser sont au nombre des travaux dangereux.

V - DUREE DES INTERVENTIONS

La durée des interventions prévues aux articles précédents doit être aussi réduite que possible, afin de ne pas provoquer de gênes dans le fonctionnement des services des établissements du GHT 72 et du CCS.

VI - PERSONNEL D'INTERVENTION DU TITULAIRE

Les personnes désignées par le titulaire sont seules autorisées pour la maintenance des équipements objet du marché.

Le personnel du titulaire du marché devra être muni obligatoirement d'une carte d'identité de son entreprise.

Si les interventions sont réalisées par une équipe, le responsable est nommément désigné par le titulaire. Il est l'interlocuteur habituel du représentant de chaque établissement du GHT 72 et du CCS.

Le personnel du titulaire doit à tout moment respecter les règles intérieures de chaque établissement du GHT 72 et du CCS, en particulier la discrétion et la discipline à l'égard des personnels hospitaliers et des usagers. Il maintient en état de propreté les locaux dans lesquels il est amené à intervenir.

Aucune sous-traitance partielle ou totale du contrat d'entretien n'est admise sans l'accord préalable du Centre Hospitalier du Mans en tant qu'établissement support du GHT 72 et du CCS.

En cas d'accord de ce dernier la responsabilité du titulaire reste entière pour les prestations sous-traitées.

VII - RAPPORT ANNUEL D'EXPLOITATION

Le titulaire devra remettre à chaque référent technique des établissements du GHT 72 et du CCS, un mois maximum après chaque date anniversaire, un rapport annuel d'exploitation. Ce document de synthèse devra indiquer par appareil :

- le numéro interne au Centre Hospitalier de l'appareil
- un bilan de son état,
- la fréquence des interventions,
- la liste des pièces changées,

- les anomalies constatées et les travaux effectués,
- la date et l'heure d'appel du Centre Hospitalier et le nom et le service du demandeur
- les heures de début d'intervention et de remise en service
- les noms des techniciens qui sont intervenus
- une proposition de solutions techniques destinées à préserver ou améliorer le fonctionnement

Ce rapport ne saurait se substituer au carnet d'entretien de l'appareil, qui doit être mis à jour lors de chaque visite et de chaque intervention de dépannage.

L'absence de remise de ce rapport annuel d'exploitation, un mois après chaque date anniversaire du marché, pourra être sanctionnée par une pénalité dont le montant est fixé à [l'article Pénalités du CCAP](#).

VIII - ETAT DES INSTALLATIONS AU DEBUT ET A LA FIN DU MARCHÉ

Un état des lieux contradictoire des installations devra être réalisé au début et à la fin du marché dans chaque établissement du GHT 72 et du CCS, et ce au plus tard sous 1 mois, en présence des titulaires du marché (ancien et nouveau).

Le titulaire sortant s'engage à réaliser la remise en état du matériel, suite aux états des lieux, sur les installations concernées par le présent marché.

En cas d'inexécution, de négligence, de carence, ou de mauvaise exécution de ces travaux indiqués dans l'état des lieux, les établissements du GHT 72 et le CCS se réservent le droit de les faire réaliser aux frais de l'entreprise sortante, par une entreprise de leur choix.

A la fin du marché, le titulaire s'engage à laisser les installations en parfait état de propreté, de fonctionnement et de sécurité.

IX - CONTROLES PERIODIQUES

Dans le cadre des exigences réglementaires, les barrières peuvent être vérifiées par un organisme de contrôle agréé à la demande de chaque établissement du GHT 72.

Cet accompagnement sera chiffré, sur la base des prix de coût horaire indiqués à [l'annexe financière du lot n° 2](#).

Les observations indiquées dans le rapport du bureau de contrôle seront transmises au titulaire par les services techniques de chaque établissement du GHT 72 et du CCS.

Celui-ci devra sous 10 jours chiffrer les prestations de remise en état, sur la base des prix indiqués à [l'annexe financière du lot 2](#).

Suite à l'envoi du bon de commande par l'établissement concerné, le titulaire disposera de 3 mois maximum pour effectuer les prestations et confirmer leur réalisation par l'envoi d'un courrier aux référents des services techniques de l'établissement.

L'absence de remise en état des installations dans les délais indiqués, pourra être sanctionnée par une pénalité dont le montant est fixé à [l'article pénalités du CCAP](#).
